

*M. Winkler:*

D. Le témoin n'a-t-il pas dit que la Chine communiste refuse de reconnaître les ambassades des pays qui ne la reconnaissent pas?—R. Oui.

D. Alors, avec qui le Canada pourrait-il s'aboucher officiellement dans les territoires occupés?—R. Par l'intermédiaire de qui le gouvernement communiste pourrait-il établir contact avec le Canada?

D. Non, avec qui le Canada s'aboucherait-il officiellement?—R. Nous n'établissons aucun contact officiel avec les autorités communistes, parce que nous ne les reconnaissons pas comme étant le gouvernement chinois.

D. Supposez que des difficultés surgissent au sujet de Canadiens isolés par la marée communiste et qu'il faille prendre des mesures, présenter une protestation au sujet de leur traitement...—R. Tous les fonctionnaires canadiens actuellement en Chine ont le rang de consul, en sus de tout rang diplomatique qu'ils peuvent avoir. Nous estimons, comme j'ai essayé de le souligner auparavant, que les consuls devraient avoir le droit de continuer à exercer leurs fonctions, même lorsqu'un nouveau gouvernement n'est pas reconnu. La fonction du consul est de s'aboucher avec les autorités locales, quelles qu'elles puissent être, et cet acte ne constitue pas une reconnaissance.

M. GREEN: Expédie-t-on des marchandises de Hong-kong à Changhaï?

Le TÉMOIN: Les "forceurs de blocus" ont un certain nombre de cargos faisant route par Changhaï, mais je ne voudrais pas être l'assureur de ces cargos.

M. GREEN: Il s'agit du blocus nationaliste?

Le TÉMOIN: Oui.

M. DICKEY: Quelle est la validité de ce blocus en droit international?

Le TÉMOIN: Le gouvernement canadien a signifié qu'il ne reconnaît pas ce blocus comme conforme au droit international, parce qu'il ne peut être mis effectivement en vigueur.

M. DICKEY: Ce n'est pas pour la raison que le gouvernement nationaliste continue à être reconnu, ou une autre raison de ce genre?

Le TÉMOIN: Non.

*M. Fleming:*

D. Diriez-vous que les communistes cherchent le moins possible à se faire reconnaître à titre de gouvernement par les nations occidentales?—R. Non, ils ont sonné le gong avertissant que le dîner est prêt et ils s'imaginent que nous allons tous venir nous mettre à table.

D. Leur attitude actuelle à cet égard est plutôt indépendante et distante?—R. Je dirais qu'ils se fourvoient quand ils pensent que nous sentirons tous le désir de les approcher avant qu'eux-mêmes ne sentent la nécessité de nous approcher. Ils ont demandé à tous les gouvernements de les reconnaître. C'est l'habitude des autorités révolutionnaires qui légitiment leur pouvoir. Elles se proclament gouvernement légitime, puis elles prient les gouvernements qui sont disposés à les reconnaître, de le faire et notifient à cette fin les représentants de ces gouvernements en Chine. Le représentant canadien a été notifié à cette fin.

M. DICKEY: Pouvez-vous nous dire si le Canada a des indications claires et dignes de foi sur la source des fournitures militaires et des armes destinées aux forces communistes en Chine?